

JOURNAL OFFICIEL de la République française



- ✓ **Décret du 14 octobre 2026 portant nomination d'un directeur, secrétaire général adjoint, au ministère de la Justice - M. DULIN (Grégoire)**
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000054983698>
- ✓ **Arrêté du 14 octobre 2026 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de dialogue social du ministère de la Justice**
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000054988137>

ACTUALITÉS du ministère de la Justice



- ✓ **PSC : des actions de prévention santé proposées aux agents**
[Intranet Justice / SG : Ressources humaines / PSC : des actions de prévention santé proposées aux agents](#)
- ✓ **Listes des postes vacants d'attachés d'administration et des emplois de CAMJ offerts à la mobilité - octobre 2026**
[Publication - octobre 2026](#)



UNSa FONCTION PUBLIQUE



- ✓ **Contractuels, pour faire avancer vos droits, votez UNSA !**
[Contractuels, pour faire avancer vos droits, votez UNSA !](#)



UNSa JUSTICE SGAC



- ✓ **Droit de réponse de l'UNSa suite au communiqué de la CFDT s'agissant de la formation spécialisée du 2 octobre dernier**
[Droit de réponse de l'UNSa suite au communiqué de la CFDT s'agissant de la formation spécialisée du 2 octobre dernier - UNSa Justice SGAC](#)
- ✓ **Revalorisations IFSE pour les corps communs PA (C, B et A) et PT (C) L'UNSa Justice n'a rien lâché... Mise en paiement sur novembre !**
[Revalorisations IFSE pour les corps communs PA \(C, B et A\) et PT \(C\) L'UNSa Justice n'a rien lâché... Mise en paiement sur novembre ! - UNSa Justice SGAC](#)



ACCIDENT DE SERVICE

Accident de service : le Conseil d'État renforce les garanties devant la commission de réforme

Dans [une décision du 29 septembre 2026](#), le Conseil d'État a jugé que l'absence d'un médecin spécialiste au sein d'une commission de réforme pouvait entraîner

l'annulation de la décision fixant la date de consolidation d'un accident de service.

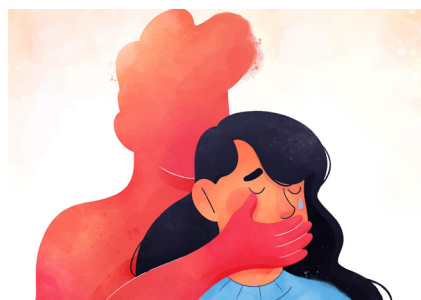


VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Violences sexistes et sexuelles : Sébastien LECORNU demande aux ministères de mieux former les agents publics

Face à la persistance des violences sexistes et sexuelles dans la fonction publique, le Premier ministre Sébastien LECORNU exige des ministères un renforcement de la formation des agents, des encadrants et des référents RH. Une circulaire leur fixe notamment l'objectif de généraliser l'apprentissage des réflexes professionnels, de la prévention au

traitement des signaux, dès l'entrée en fonction et tout au long de la carrière - [une circulaire](#) consacrée à la formation des agents publics à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS).



ACCORD SUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

L'accord sur l'égalité professionnelle dans la fonction publique échoue faute de majorité syndicale

Alors que seules la CFDT et la CFE-CGC ont l'intention de signer le projet d'accord sur l'égalité professionnelle dans la fonction publique, celui-ci ne pourra pas être

adopté faute de majorité syndicale. Si le texte comporte, pour ses signataires, des avancées en matière de lutte contre les violences et de santé des femmes, les organisations non signataires dénoncent un accord insuffisamment ambitieux, sans mesures contraignantes et moyens budgétaires.

ACCIDENT DE SERVICE FAUTE D'IDENTIFICATION

L'employeur ne peut écarter un accident de service faute d'identification de l'auteur

Dans un jugement du 25 septembre 2026 confirmant une décision de première instance, la cour administrative d'appel de Douai rappelle qu'un traumatisme psychologique peut être reconnu

comme un accident de service, même en l'absence d'identification de son auteur, dès lors que la matérialité des faits, leur lien avec le service et leurs conséquences médicales sont suffisamment établis - [jugement de la Cour administrative d'appel de Douai du 25 septembre](#).

Texte source :
ACTEURS PUBLICS

« Soutenir et agir pour l'avenir ! »



mail : synd-uns-justice-sg@justice.fr - Tél. : 01 70 22 75 09